

Arrêt

n° 334 773 du 23 octobre 2025
dans l'affaire X / III

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître P. CHARPENTIER
Rue de la Résistance 15
4500 HUY

contre :

l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration et désormais par la
Ministre de l'Asile et de la Migration

LA PRÉSIDENTE DE LA IIIE CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 8 mars 2024, par X, qui déclare être de nationalité camerounaise, tendant à la suspension et l'annulation de la décision d'irrecevabilité d'une demande d'autorisation au séjour et de l'ordre de quitter le territoire, pris le 8 janvier 2024.

Vu l'arrêt n° 333 050 du 23 septembre 2025.

Vu la notification de cet arrêt aux parties.

Considérant qu'une erreur matérielle s'est glissée dans le dispositif de l'arrêt n° 333 050 du 23 septembre 2025 concernant la teneur de son article 1. Il convient de la rectifier d'office de la manière indiquée au dispositif du présent arrêt.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique.

A l'article 1 de l'arrêt n° 333 050 du 23 septembre 2025, la phrase « La décision d'irrecevabilité d'une demande d'autorisation de séjour, et de l'ordre de quitter le territoire, pris le 8 janvier 2024, est annulée » est remplacée par la phrase suivante :

« L'ordre de quitter le territoire, pris le 8 janvier 2024, est annulé. ».

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-trois octobre deux mille vingt-cinq par :

E. MAERTENS,

présidente de chambre,

G. MOSBEUX,

greffier assumé.

Le greffier,

La présidente,

G. MOSBEUX

E. MAERTENS